

Comme je l'avais alors signalé et comme je l'avais fait également durant la campagne électorale subséquente, plusieurs députés qui sont maintenant ministres de la Couronne avaient approuvé le principe de contrôler nos taux d'intérêt et notamment de les abaisser afin de stimuler l'économie et de réduire les impôts, mais le gouvernement n'a rien fait en ce sens.

Vous vous demandez peut-être pourquoi nous présentons cette motion aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'une plaisanterie monsieur l'Orateur. Nous ne tentons pas de galérer, mais nous agissons ainsi parce que toutes les circonstances qui justifiaient la présentation de la motion en décembre se sont multipliées et aggravées de sorte qu'à l'heure actuelle la motion est encore plus justifiée qu'elle ne l'était avant Noël.

Le chômage est général. D'après Statistique Canada, il y a plus de 900,000 chômeurs. En chiffres réels, sans compter les jeunes et vieux qui aimeraient travailler mais qui ne sont pas inclus dans les statistiques, il y a plus d'un million de chômeurs.

Il y a des fermetures d'usines presque partout au Canada mais surtout en Ontario. En effet, neuf Canadiens sur dix qui viennent d'être mis à pied sont de cette province. On prévoyait il y a quelque temps que les revenus des agriculteurs diminueraient de 11 p. 100 en 1980, mais selon des prévisions récentes, ils diminueront encore plus.

Au cours du premier trimestre de 1980, un nombre record de petites entreprises ont fait faillite. Si on songe aux indicateurs économiques, il y a eu décroissance au cours du premier trimestre de 1980. Selon les prévisions faites tant au gouvernement que dans le secteur privé, il semblerait qu'il y aura décroissance pour l'ensemble de l'année.

Enfin, le gouvernement américain lui-même reconnaît maintenant que les États-Unis traversent actuellement la pire récession depuis la Seconde guerre mondiale, et cela aura de fortes répercussions sur les Canadiens, où qu'ils habitent, et sur le Canada tout entier au cours des mois à venir. Je le répète, monsieur l'Orateur, les mesures que nous demandions en décembre, et que les libéraux ont appuyées, s'imposent aujourd'hui plus que jamais.

Quelles sont les solutions qui s'offrent au gouvernement? Premièrement, les libéraux peuvent choisir la solution qui convient le mieux à leur parti et que j'appellerai la solution Mackenzie King: ne rien faire en espérant et en priant que le problème disparaisse de lui-même.

La deuxième solution serait d'aggraver la récession en appliquant à outrance la politique des conservateurs, que Margaret Thatcher applique de façon si insensée et draconienne en Angleterre et même plus systématiquement que ne le voudraient les conservateurs au Canada. Nous en avons vu les résultats en Angleterre, soit la hausse de l'inflation et, selon des chiffres qui viennent d'être publiés aujourd'hui, le plus haut taux de chômage en Grande-Bretagne depuis la Deuxième guerre mondiale. Voilà les résultats de l'option numéro deux. Nous pourrions choisir la solution préconisée par Mackenzie King, ou encore la formule du parti Tory, qui nous ramène aux années 20.

• (1520)

Troisièmement, on pourrait peut-être reconnaître une fois pour toutes la vraie nature de l'économie canadienne et prendre certaines mesures gouvernementales réellement constructi-

Les promesses électorales

ves. C'est cette dernière solution que nous recommandons. Nous disons qu'il faudrait prendre les mesures suivantes, que je voudrais justifier tant sur le plan social qu'économique. J'espère que le ministre des Finances (M. MacEachen) abordera ces deux volets de mon argumentation dans sa réplique.

Nous disons qu'il faut réduire les impôts. Il faut aussi prendre d'autres mesures contribuant directement à stimuler l'économie, et il faut instaurer un régime de faibles taux d'intérêt sous contrôle gouvernemental, afin de s'assurer que les banques, les sociétés pétrolières et les magasins de vente au détail transmettent aux consommateurs ces taux d'intérêt fixés par le gouvernement.

Or quel genre de mesures le gouvernement prend-il? Ou plus exactement, quel genre de mesures semble-t-il prendre, car il est difficile de dire exactement ce qu'il fait. Le gouvernement va probablement pratiquer une politique finauda à la MacEachen. Cela veut dire deux pas de côté et un par en arrière. Autrement dit, deux doses de John Crosbie d'une part et une dose de Margaret Thatcher de l'autre. C'est là une combinaison imbattable pour qui veut voir empirer encore davantage une mauvaise situation économique.

A cet égard, les conservateurs au moins avouent franchement leur conservatisme. Les libéraux aiment se prétendre progressistes alors qu'ils nous infligent en réalité une politique conservatrice.

Si le gouvernement pratique cette politique à tous égards, compte tenu des propos qu'a tenus le ministre à la Chambre des communes en laissant entendre que c'est ce que le gouvernement allait faire, aussi sûr que nous sommes ici aujourd'hui, nous allons connaître les résultats suivants en 1980: l'économie va empirer au lieu de s'améliorer, nous verrons davantage de fermetures d'usines et non le contraire, les milliers de jeunes qui sortent des écoles—dont bon nombre cette semaine—ne pourront pas trouver d'emplois, et les agriculteurs canadiens, comme le faisait remarquer hier le *Globe and Mail* dans son cahier des affaires, verront leurs revenus baisser encore sensiblement.

Voilà ce qui nous attend en 1980 si le gouvernement adopte la politique qui sera probablement la sienne selon les indications qu'il a données depuis qu'il a repris le pouvoir. Que pourrait-on faire d'autre? Nous, du parti néo-démocrate, pensons qu'il faut tout d'abord être honnête à l'égard des Canadiens et leur dire: il est vrai qu'il n'y a pas de palliatif à court terme capable de restaurer entièrement le plein emploi et de combler les vœux des jeunes gens qui désirent se trouver un emploi sans tarder. Quiconque prétend le contraire est un menteur ou un rêveur, l'un ou l'autre.

Le pays a besoin d'une solution à long terme. Compte tenu des fermetures de nombreuses filiales au Canada, nous croyons que la solution à long terme pour le Canada passe par la mainmise canadienne sur l'industrie canadienne. Ayant dit cela et souligné la nécessité d'expliquer franchement aux Canadiens quel genre de stratégie industrielle s'impose en l'occurrence—une stratégie analogue à celle qu'ont appliquée d'autres pays industrialisés—j'ajouterai que dans l'immédiat, certaines mesures importantes peuvent et doivent être prises pour améliorer la situation.

Premièrement, des allègements fiscaux. Nous préconisons un crédit d'impôt de vie chère, une forme d'indexation pour ceux qui en ont besoin, soit les gens à revenus moyens et les